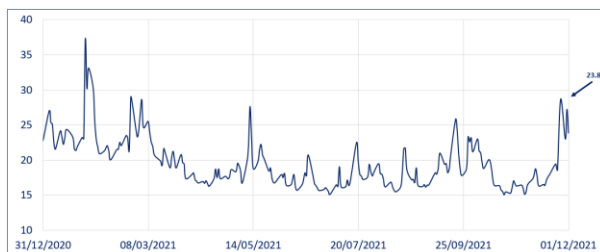




Luxembourg – 15 décembre 2021. La volatilité des marchés a considérablement augmenté ces dernières semaines, les indices boursiers mondiaux perdant environ 5 à 6 %. Nous voyons deux principales raisons à cela. D'une part, le nouveau variant Omicron alimente les craintes d'une nouvelle flambée de la pandémie, d'autre part, l'inflation atteint actuellement des niveaux record aux États-Unis et en Europe. Le risque n'est pas négligeable que les banques centrales soient en conséquence enclines à durcir leur politique monétaire.

Le coronavirus est de retour et semble n'avoir jamais vraiment disparu. Après que la campagne de vaccination nous ait à nouveau offert la perspective d'une vie plus ou moins normale, la forte progression ces dernières semaines du nouveau variant Omicron en Afrique du Sud a provoqué un nouveau sursaut d'inquiétude dans le monde entier. Cela s'est également fait sentir sur les marchés, où la volatilité s'est considérablement accrue. La hausse soudaine de l'indice mondial VIX, qui reflète l'incertitude des marchés, est révélatrice à cet égard. Début décembre, l'indice a atteint son plus haut niveau depuis le début du printemps, signalant une soudaine remontée de la peur et de l'incertitude.



Le PDG de Moderna a déjà déclaré qu'il s'attend à ce que les vaccins actuels se révèlent un peu moins efficaces contre ce nouveau variant, mais heureusement, il y a aussi de bonnes nouvelles. D'une part, les grands fabricants de vaccins semblent bien armés pour adapter leurs vaccins assez rapidement dans la lutte contre ces nouveaux variants. D'autre part, de plus en plus de médicaments arrivent également sur le marché pour limiter le nombre de morts en cas de nouvelle épidémie du virus. Pour l'instant, nous ne voyons aucune raison de céder à la panique : il y a peu d'indications qui font penser que nous pourrions dans les prochains mois revenir à un scénario tel que celui de début 2020, lorsque l'économie mondiale s'est pratiquement arrêtée. Pour cette raison, nous continuons de nous concentrer principalement sur les actions.

Le choc de la demande stimule l'inflation

L'inflation est actuellement très élevée tant aux États-Unis que dans la zone euro. Par rapport à l'année dernière, l'inflation IPC aux États-Unis a même atteint 6,2 %. C'est le plus haut niveau depuis plus de 30 ans. En zone euro, la hausse est un peu moins prononcée, mais là aussi on est désormais à une hausse de 4,9% pour l'IPC. En plus de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, les coûts salariaux et les prix des biens de consommation s'envolent également. La principale explication à cela est le choc de la demande mondiale suite à la vague de blocages successifs l'année dernière et au début de cette année. La consommation a fortement augmenté aujourd'hui, ce qui exerce également une pression considérable sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Celles-ci ont déjà été considérablement renforcées ces derniers mois, mais lorsque la demande progresse si rapidement, il est presque impossible de suivre d'un point de vue logistique. Nous pensons toujours que ce choc de demande est un phénomène temporaire, car la demande finira par décliner à nouveau. La pression inflationniste qui en résulte peut donc ne pas s'avérer être un phénomène durable. Pendant ce temps, les indicateurs avancés tels que les enquêtes auprès des directeurs d'achats de l'industrie pointent également prudemment dans cette direction.

À long terme, les nouvelles technologies telles que la robotisation avancée ou le déploiement massif de l'intelligence artificielle peuvent également nous y aider. Après tout, elles ont un impact déflationniste évident.

Dans le même temps, bien sûr, nous constatons que la pression inflationniste actuelle est également à l'origine des inquiétudes parmi les banques centrales. Le président de la Fed, Jerome Powell, a déclaré à la fin du mois dernier que la Fed ne communiquerait plus en termes d'inflation de "transit". Plusieurs membres de la Réserve fédérale ont également indiqué qu'une réduction accélérée des achats d'obligations est de toute façon à l'ordre du jour ce mois-ci, et que des hausses de taux d'intérêt sont également de plus en plus probables l'année prochaine. Les pressions inflationnistes en Europe étant moins fortes, il semble qu'une normalisation de la politique monétaire ici ne soit pas encore pour demain.

La crainte d'une période d'inflation plus longue est à la base de notre préférence pour les actions de qualité et les grandes capitalisations. Après tout, ces entreprises sont généralement les mieux équipées contre l'inflation car elles contrôlent bien leurs prix et peuvent répercuter (en partie) des coûts plus élevés pour maintenir leurs marges.

Malgré le risque d'une inflation plus prolongée et un effet négatif de la hausse des taux d'intérêt sur les sociétés à forte croissance, nous restons fortement engagés dans les valeurs technologiques. Nous sommes toujours dans une période de fort progrès et d'innovation où il nous semblerait une erreur historique d'investir moins aujourd'hui dans des thématiques de long terme comme les biotechnologies, l'intelligence artificielle ou la robotique.

Le dollar renforce sa position



La différence de politique monétaire entre les États-Unis et l'Europe devient de plus en plus apparente. Aux États-Unis, il y a de bonnes chances pour qu'une première augmentation des taux d'intérêt à court terme ait lieu dans le courant de l'année prochaine; en Europe, par contre, nous en sommes encore loin. En ce sens, le vieux continent commence à ressembler au nouveau Japon. Ceci est globalement positif pour l'évolution attendue du dollar par rapport à l'euro. Pour les obligations en dollars, nous avons rarement pris des positions de couverture et nous avons également augmenté certaines positions en bons du Trésor américain, malgré la perspective de rendements à long terme plus élevés.

Globalement, nous voyons maintenant que la Chine en particulier est favorable à un assouplissement de la politique monétaire. En 2022, l'accent en Chine restera probablement principalement sur une politique correctrice et une restructuration dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'immobilier, entre autres.

Allocation d'actifs

Actions Europe	Nov '21								
	Dec '21								
Actions US	Nov '21								
	Dec '21								
Actions Marchés Emergents	Nov '21								
	Dec '21								
USD	Nov '21								
	Dec '21								
Or	Nov '21								
	Dec '21								

Obligations gov. européennes	Nov '21								
	Dec '21								
Crédit IG européen	Nov '21								
	Dec '21								
Crédit HY européen	Nov '21								
	Dec '21								
Obligations gov. US	Nov '21								
	Dec '21								
Crédit IG US	Nov '21								
	Dec '21								
Crédit HY US	Nov '21								
	Dec '21								
Obligations gov. chinoises	Nov '21								
	Dec '21								
Crédit Marchés Emergents	Nov '21								
	Dec '21								

Ce bulletin d'information est une édition de Shelter Investment Management, dont l'éditeur responsable est Benedict Peeters, rue de l'Industrie 22, Windhof Luxembourg. Sous réserve des exceptions explicites prévues par la loi, aucun contenu dans cette publication ne peut être reproduit dans une base de données automatisée ou divulgué de quelque manière que ce soit, sans l'autorisation préalable et écrite de l'éditeur. Ce document fournit des informations commerciales et ne peut en aucun cas être assimilé à des conseils en placement. Les informations fournies ne constituent pas une offre concernant des produits ou services financiers, bancaires, d'assurance ou autres. Les informations contenues dans ce document proviennent de sources soigneusement choisies. Toutefois, Shelter Investment Management ne fournit aucune garantie quant à la rapidité, à l'exactitude, à l'exhaustivité ou à la pertinence de l'information, des données ou des publications. L'éditeur ne peut être tenu pour responsable du non-respect des attentes.